

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit het toepassingsgebied preciseerd van het koninklijk besluit van 31 mei 1994, in werking getreden op 7 juni 1994;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 85, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1<sup>o</sup> arbeidsdagen of gelijkgestelde dagen die voorafgaan aan de dag van de ontvangst van de beslissing tot schorsing, behalve voor de toepassing van het eerste lid, 2<sup>o</sup> ten aanzien van de werknemer die de hoedanigheid bezat van onvrijwillig deeltijds werknemer op het ogenblik van de ontvangst van de verwittiging bedoeld in artikel 81 of op het ogenblik dat de schorsing uitwerking heeft; ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 7 juni 1994.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

- (1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
 Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.  
 Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.  
 Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.  
 Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.  
 Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.  
 Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.  
 Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.  
 Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.  
 Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.  
 Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.  
 Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.  
 Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.  
 Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1994.  
 Koninklijk besluit van 31 mei 1994, *Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1994.

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté précise le champ d'application de l'arrêté royal du 31 mai 1994, entré en vigueur le 7 juin 1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 85, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> des journées de travail ou des journées assimilées antérieures au jour de la réception de la décision de suspension, sauf pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> au travailleur qui possédait la qualité de travailleur à temps partiel involontaire au moment de la réception de l'avertissement visé à l'article 81 ou au moment de la prise de cours de la suspension; ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 7 juin 1994.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

- (1) Références au *Moniteur belge* :  
 Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.  
 Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.  
 Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.  
 Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.  
 Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.  
 Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.  
 Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.  
 Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.  
 Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.  
 Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.  
 Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.  
 Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.  
 Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1994.  
 Arrêté royal du 31 mai 1994, *Moniteur belge* du 7 juin 1994.

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2069

[C — 27437]

23 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
 relatif à la subsidiarité des plans communaux généraux d'égouttage

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques notamment l'article 30, 12<sup>o</sup>, inséré par le décret du 23 décembre 1993;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution notamment l'article 33, § 3, inséré par le décret du 23 juin 1994;

Vu l'avis de la Commission des Eaux, donné le 1er juin 1994;  
 Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 4 mai 1994;  
 Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;  
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;  
 Vu l'urgence;

Considérant que l'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage doit être effective dans les plus brefs délais de sorte que toutes les mesures qui sont liées à cette réalisation et qui visent à protéger les eaux contre la pollution puissent s'appliquer dans les délais prescrits;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Administration » : la Division de l'Eau — Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2° « Gouvernement » : le Gouvernement wallon;

3° « Ministre » : le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions;

4° « plan communal général d'égouttage » ou « P.C.G.E. » : le plan communal général d'égouttage approuvé par le Ministre en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre accorde un subside aux communes qui, en Région wallonne, élaborent un plan communal général d'égouttage.

**Art. 3.** Le subside à attribuer à la commune pour dresser le P.C.G.E. est calculé selon la formule suivante :

$$M = a + b S + c H$$

dans laquelle :

S = superficie du territoire communal, exprimée en km<sup>2</sup>;

H = nombre d'habitants de la commune concernée;

M = subvention exprimée en francs belges, arrondie au millier de francs inférieur;

a = 450 000 francs;

b = 8 250 francs par km<sup>2</sup>;

c = 52 francs par habitant.

**Art. 4.** Pour être considérée comme recevable :

1° à la date de la demande de subsides, la commune ne peut avoir déjà reçu un subside ou obtenu la promesse ferme de subsides en application d'autres dispositions légales ou réglementaires en vue d'élaborer le P.C.G.E.;

2° la demande de subsides introduite par la commune contient :

— la délibération du conseil communal par laquelle la commune s'engage à élaborer dans les trois ans à dater de la demande, un plan d'égouttage qui comporte au moins les données exigées dans le P.C.G.E.;

— les données sur la superficie du territoire communal à la date de la demande exprimées en kilomètres carrés et sur le nombre d'habitants de la commune au 1er janvier précédant la date de la demande;

— le calcul du montant du subside demandé, effectué à l'aide de la formule reprise à l'article 3.

**Art. 5. § 1er.** Au plus tard, dans les dix mois de la réception de la demande, le Ministre accorde la promesse ferme de subside sur le montant du subside demandé, calculé et vérifié par l'Administration.

§ 2. La promesse ferme n'est valable que durant une période de deux ans.

**Art. 6.** Après approbation du P.C.G.E. par le Ministre, la liquidation du subside dû à la commune est effectuée dans l'année qui suit la date de cette approbation.

**Art. 7.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mai 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public en vue de la subsidiation des plans communaux généraux d'égouttage est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 23 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
 G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2069

[C — 27437]

#### 23. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Bezuschussung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, insbesondere des Artikels 30 12°, eingefügt durch das Dekret vom 23. Dezember 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 33 § 3, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

Aufgrund des am 1. Juni 1994 abgegebenen Gutachtens der « Commission des Eaux » (Kommission für Wasser);

Aufgrund des am 4. Mai 1994 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région Wallonne » (hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Erstellung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne in kürzester Frist erfolgen muß, so daß die gesamten Maßnahmen, die mit dieser Erstellung verbunden sind und die den Schutz des Wassers gegen Verschmutzung anstreben, in der festgelegten Zeit-Anwendung finden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° « Verwaltung »: die Abteilung Wasser — Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° « Regierung »: die Wallonische Regierung;

3° « Minister »: den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;

4° « allgemeiner Gemeindekanalisationsplan » oder « a.G.K. »: den allgemeinen Kanalisationsplan der Gemeinde, der vom Minister in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne genehmigt ist.

**Art. 2.** Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gewährt der Minister eine Subvention an die Gemeinden, die in der Wallonischen Region einen allgemeinen Gemeindekanalisationsplan erstellen.

**Art. 3.** Die Subvention, der der Gemeinde zwecks der Erstellung des « a.G.K. » zu gewähren ist, wird nach folgender Formel berechnet:

$$M = a + b S + c H$$

wobei:

S = in Km<sup>2</sup> ausgedrückte Fläche der Gemeinde;

H = Anzahl Einwohner der betreffenden Gemeinde;

M = in Belgischen Francs ausgedrückte und auf das untere Tausend Francs abgerundete Subvention,

a = 450 000 Francs;

b = 8 250 Francs/Km<sup>2</sup>;

c = 52 Francs/Einwohner.

**Art. 4.** Um als zulässig erklärt zu werden:

1° darf die Gemeinde am Datum des Antrags auf Subvention keine Subvention oder kein festes Subventionsversprechen in Anwendung anderer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen zwecks der Erstellung des « a.G.K. » schon bekommen haben;

2° beinhaltet der durch die Gemeinde eingereichte Antrag auf Subvention:

— den Beschluß des Gemeinderates, durch den die Gemeinde sich verpflichtet, innerhalb drei Jahre nach dem Antrag einen Kanalisationsplan zu erstellen, der mindestens die im « a.G.K. » verlangten Angaben umfaßt;

— die Angaben über die in Km<sup>2</sup> ausgedrückte Fläche des Gemeindegebiets am Datum des Antrags und über die Anzahl Einwohner der Gemeinde am 1. Januar vor dem Datum des Antrags;

— die Berechnung des Betrags der beantragten Subvention, die mit Hilfe der in Artikel 3 angegebenen Formel erfolgt.

**Art. 5. § 1.** Spätestens innerhalb zehn Monate nach Empfang des Antrags gewährt der Minister das feste Subventionsversprechen über den Betrag der beantragten, berechneten und von der Verwaltung überprüften Subvention.

§ 2. Das feste Versprechen hat eine Gültigkeit von nur zwei Jahren.

**Art. 6.** Nach der Genehmigung des « a.G.K. » durch den Minister wird die Auszahlung der der Gemeinde geschuldeten Subvention im Laufe des Jahres nach dem Datum dieser Genehmigung erfolgen.

**Art. 7.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Mai 1991 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden zwecks Bezuschussung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne wird aufgehoben.

**Art. 8.** Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 9.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2069

[C — 27437]

**23 JUNI 1994: Besluit van de Waalse Regering  
tot subsidiëring van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 30, 12°, ingevoegd bij decreet van 23 december 1993;

Gelet op het decreet van 5 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 33, § 3, ingevoegd bij decreet van 23 juni 1994;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 1 juni 1994;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 4 mei 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de algemene gemeentelijke afwateringsplannen onverwijld moeten worden uitgevoerd opdat alle maatregelen i.v.m. die uitvoering en de bescherming van het water tegen verontreiniging binnen de voorgeschreven termijn kunnen worden genomen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Bestuur : de afdeling Water — Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° Regering : de Waalse Regering;

3° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort;

4° algemeen gemeentelijk afwateringsplan (P.C.G.E.) : het algemeen gemeentelijk afwateringsplan, goedgekeurd door de Minister krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regels voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen.

**Art. 2.** Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden verleent de Minister een subsidie aan de gemeenten die in het Waalse Gewest een algemeen gemeentelijk afwateringsplan uitwerken.

**Art. 3.** De aan de gemeente voor het opmaken van het « P.C.G.E. » te verlenen subsidie wordt berekend aan de hand van de volgende formule :

$$M = a + b S + c H$$

waarin :

S = oppervlakte van het gemeentelijke grondgebied, uitgedrukt in km<sup>2</sup>;

H = aantal inwoners van de betrokken gemeente;

M = subsidie uitgedrukt in Belgische franken, op duizend frank naar beneden afgerond;

a = 450 000 F;

b = 8 250 F per km<sup>2</sup>;

c = 52 F per inwoner.

**Art. 4.** Om als ontvankelijk te worden beschouwd :

1° mag de gemeente, op de dag van de subsidieaanvraag, geen subsidies hebben ontvangen noch de vaste subsidiebelofte hebben gekregen voor het uitwerken van het « P.C.G.E. », overeenkomstig andere wettelijke of reglementaire bepalingen;

2° moet de door de gemeente ingediende subsidieaanvraag de volgende gegevens bevatten :

— de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de gemeente zich ertoe verplicht binnen drie jaar vanaf de indiening van de aanvraag een afwateringsplan uit te werken dat minstens de in het « P.C.G.E. » vereiste gegevens bevat;

— de in km<sup>2</sup> uitgedrukte oppervlakte van het gemeentelijke grondgebied op de datum van indiening van de aanvraag en het aantal inwoners van de gemeente op 1 januari voorafgaande aan de datum van indiening van de aanvraag;

— het bedrag van de aangevraagde subsidie, berekend aan de hand van de in artikel 3 bedoelde formule.

**Art. 5. § 1.** Uiterlijk binnen tien maanden na ontvangst van de aanvraag doet de Minister de vaste subsidiebelofte i.v.m. het door het Bestuur berekende en geverifieerde bedrag van de aangevraagde subsidie.

§ 2. De vaste belofte geldt slechts voor een periode van twee jaar.

**Art. 6.** Na goedkeuring van het « P.C.G.E. » door de Minister wordt de aan de gemeente verschuldigde subsidie uitbetaald binnen het jaar dat volgt op de datum van goedkeuring.

**Art. 7.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 mei 1991 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut met het oog op de subsidiëring van algemene gemeentelijke afwateringsplannen is opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort is met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 23 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 2070

[C — 27438]

30 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 21;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 58<sup>ter</sup> et 58<sup>quater</sup> y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'avis de la Commission des eaux de surface;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la pêche;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> cours d'eau non navigables : tous les cours d'eau non navigables, qu'ils entrent ou non dans le champ d'application de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2<sup>o</sup> cours d'eau navigables : les parties navigables de l'Amblève, de l'Eau d'Heure, de la Lesse, de l'Ourthe, de la Semois et de la Haine;

3<sup>o</sup> autorité compétente : le ou les Ministre(s) qui ont les cours d'eau non navigables et la conservation de la nature dans leurs attributions ou leur délégué.

Art. 2. Sont interdites sur les cours d'eau non navigables, la circulation des embarcations à moteur ainsi que celle de toutes embarcations sans moteur autres que :

1<sup>o</sup> les barques de pêche;

2<sup>o</sup> les kayaks, canoës et embarcations gonflables conçus pour transporter trois personnes au maximum;

3<sup>o</sup> les embarcations utilisées à des fins récréatives par des mineurs d'âge accompagnés, le cas échéant, des personnes qui assurent leur encadrement.

Art. 3. Il est interdit en tout temps de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur :

1<sup>o</sup> sur l'ensemble des cours d'eau non navigables de première catégorie, à l'exception :

— des cours d'eau et des parties de cours d'eau mentionnés à l'annexe I et ce, pendant toute l'année;

— des cours d'eau et des parties de cours d'eau mentionnés à l'annexe II et ce, pendant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> octobre au 15 mars;

2<sup>o</sup> sur les cours d'eau non navigables non repris au 1<sup>o</sup> du présent article.

Art. 4. Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur :

1<sup>o</sup> le jour d'ouverture de la pêche à la truite et le jour d'ouverture générale de la pêche;

2<sup>o</sup> entre le coucher et le lever du soleil du 1<sup>er</sup> octobre au 15 mars inclus;

3<sup>o</sup> entre 17 heures et 10 heures du 16 mars au 14 juin inclus;

4<sup>o</sup> entre 18 heures et 9 h 30 m du 15 juin au 30 septembre inclus.

Art. 5. Après avis du collège des bourgmestre et échevins des communes concernées, le Ministre qui a les cours d'eau non navigables dans ses attributions détermine les étendues d'eau qui peuvent être qualifiées de plans d'eau parmi celles du domaine public alimentées par un cours d'eau non navigable dont la largeur est au moins dix fois supérieure à celle du lit apparent du cours d'eau, ainsi que les étendues d'eau de moindre largeur mais qui présentent des berges aménagées et organisées pour la récréation.

Par dérogation aux prescriptions du présent arrêté, les articles 2, 3, 4 et 7 ne sont pas applicables aux plans d'eau ainsi déterminés.

Art. 6. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions peut interdire ou limiter de manière temporaire la circulation des embarcations et des plongeurs sur ou dans les cours d'eau navigables et non navigables, pour toute raison de conservation de la nature.

Ce même Ministre peut déroger aux articles 2 à 4 en vue de permettre la circulation sur tout cours d'eau ou partie de cours d'eau non navigable lorsque les conditions hydrauliques ne sont pas de nature à porter atteinte à la conservation de la nature.

Les décisions prises en vertu des alinéas 1 et 2 sont notifiées au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions et aux communes concernées, lesquels en informent le public, notamment par des avis apposés aux endroits habituels d'affichage. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions informe, lui aussi, le public de ses décisions.